



## Un an d'action du CRDE 93 : la lutte continue

Depuis un an, le Collectif pour le respect des droits des étrangers 93 lutte pour l'amélioration du traitement des dossiers et des conditions d'accueil à la sous-préfecture de Saint-Denis, et plus largement pour la régularisation de toutes les personnes sans titre de séjour.

Nous sommes des habitant·es de Seine-Saint-Denis, membres ou non d'autres collectifs, d'associations, de syndicats, d'organisations politiques.

À l'été 2024, à travers nos réseaux de solidarité respectifs, nous avons fait deux constats :

- De nombreuses personnes (en situation régulière depuis quelques années ou des décennies) se retrouvaient bloquées sur la plateforme de l'ANEF (Administration numérique des étrangers en France) ou n'arrivaient plus à prendre rendez-vous sur le site de la préfecture pour aller renouveler leur titre de séjour, qui finissait par périmer, ce qui entraînait des ruptures de droits, des pertes d'emploi et d'allocations, des dettes de loyer...
- La maltraitance des immigré·es à la sous-préfecture : âgé·es, jeunes, avec ou sans enfants, handicapé·es, enceintes, en toute saison et par tous les temps, ils et elles faisaient la queue sur le trottoir pendant des heures, confronté·es devant la grille d'entrée à des vigiles d'une société privée, sans formation adéquate, qui les triaient et souvent les rejetaient.

Une véritable fabrique de sans-papiers, particulièrement violente dans le 93, mais qui se retrouve à l'échelle nationale. À qui cela profite ?

Depuis nos premières réunions en septembre 2024, nous avons multiplié les actions :

- Piquet de soutien aux usagers devant la sous-préfecture tous les vendredis matin de 7h30 à 12h
- Manifestations et rassemblements à Saint-Denis et Bobigny, parfois aux côtés d'autres groupes comme l'Intercollectif des sans-papiers d'Île-de-France, les collectifs Livre noir et Bouge ta pref
- RDV avec le sous-préfet puis la sous-préfète pour tenter d'obtenir des engagements fermes
- Courriers envoyés à la sous-préfète ainsi qu'une lettre ouverte, envoyée aussi aux maires de Plaine Commune, presque toujours sans réponse malgré une relance par mail
- Courriers envoyés au maire de Saint-Denis pour qu'il agisse concrètement auprès de la sous-préfecture (il ne nous a jamais répondu mais s'est honteusement approprié, dans le journal municipal, une amélioration temporaire de l'accueil que nous avions arrachée)...

**Un accueil digne à la sous-préfecture !  
Ouvrez les guichets, régularisez !**



## **Régularisation de toutes les personnes sans titre de séjour !**

### **Alors nous continuons à exiger :**

- Un accueil effectif et inconditionnel dans la sous-préfecture et non dans la rue, par des agents formés et en nombre suffisant (il faut en finir avec le filtrage par des vigiles), pour un service public à la hauteur des besoins
- La délivrance immédiate de RDV aux usagers venus faire la queue ; le respect de leur droit à être accompagnés dans les locaux de la sous-préfecture
- Des solutions face au manque de RDV : plages d'accès à la sous-préfecture sans RDV, alternatives à la prise de RDV en ligne
- La fin des dysfonctionnements de la plateforme ANEF
- La délivrance systématique, dès le dépôt de la demande de renouvellement, d'un récépissé avec autorisation de travail et d'une attestation de prolongation de droits
- Le renouvellement automatique des récépissés et des attestations de prolongation d'instruction (API) dès leur fin de validité si les dossiers sont toujours en instruction
- La fin des retards inexplicables des procédures de regroupement familial
- L'arrêt de l'utilisation de la procédure d'admission exceptionnelle au séjour (AES) pour des situations relevant du plein droit
- Le respect des listes de pièces demandées par le ministère de l'Intérieur : pas de demandes extralégales
- Le respect de l'arrêt du Conseil d'État du 10 juin 2020 enjoignant à l'État de respecter un délai raisonnable d'instruction des dossiers

**Collectif pour le respect des droits des étrangers 93**  
**Octobre 2025**



**Le 7 novembre 2025 à 13H30**

**Le collectif a un rendez-vous avec la Sous-préfète.  
Pour l'occasion, appel à soutien avec un  
rassemblement festif pour marquer les 1 AN du  
CRDE. Venez nous rejoindre !  
Piquet déplacé exceptionnellement l'après-midi**